



# **Réseau Habitat Jeunes Bretagne**

## **La situation des jeunes, les pratiques et enjeux du réseau Habitat Jeunes 2025**

## Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Introduction                                     | 3  |
| Les situations que vivent les jeunes             | 6  |
| Ce que vivent les professionnels socio-éducatifs | 9  |
| Les préoccupations des directions                | 13 |
| Les perspectives 2025 pour le réseau et l'URHAJ  | 16 |

## Introduction

Le réseau Habitat Jeunes Bretagne se sont 19 adhérents, 108 implantations dans 46 communes, 3689 logements et 6828 jeunes accueillis dans l'année. Ce sont aussi 1940 jeunes accompagnés (Observatoire des publics accueillis 2025) dans leur recherche de logement via les SHAJ (Service Habitat Jeunes) et CLLAJ (Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes).

L'URHAJ a été présente tout au long de l'année 2025 notamment auprès des équipes socio-éducatives, des directions et des administrateurs pour partager les expériences, actualités, difficultés et besoins, ainsi qu'accompagner au mieux les dynamiques de changement via des formations, de l'analyse de pratiques et des groupes de travail.

Ces différents temps et espaces nous permettent d'ajuster nos connaissances de ce que vivent les jeunes dans notre réseau et des évolutions des pratiques des professionnelles. Pour les équipes d'intervenants socio-éducatifs :

- Plus de 300 participations en 2025
- 19 intervenants extérieurs à l'URHAJ
- Les adhérents bretons ont tous participé à au moins 1 temps organisé par l'URHAJ

## Des temps pour les équipes socio-éducatives :

Les formations sont l'occasion de monter en compétences sur une thématique spécifique et sont animées par des intervenants extérieurs.

Les journées thématiques sont des espaces complémentaires aux formations où plusieurs sujets peuvent être traités sur une même journée. Elles sont généralement coanimées par un intervenant extérieur et une personne de l'URHAJ en présentiel.

Les cafés socio-éducatifs ont été mis en place pendant le confinement pour les équipes socio-éducatives. Ces rendez-vous en visio permettaient alors de maintenir le lien et de partager les situations, questions et projets. Aujourd'hui, le format des cafés socio-éducatifs en visio c'est aussi l'occasion de présenter des dispositifs existants, des outils ou encore des structures ressources.

Les temps d'analyse de pratiques quant à eux, permettent aux professionnels de prendre du recul et d'échanger sur des situations communes.

Chaque professionnel se saisit ou non des espaces de l'URHAJ en fonction de ses besoins et disponibilités.

En 2025 :

Trois formations (complémentaires au catalogue de formations nationales) :

- « **Écouter, comprendre, accompagner** : Renforcer ses pratiques face à la souffrance psychique des jeunes » avec l'association SeSAM Bretagne - 9 participant.es
- « **L'éthique de la bientraitance** » URHAJ Grand Est et UNHAJ – 12 participant.es
- « **Hébergement Temporaire chez l'Habitant** : connaitre et mettre en œuvre le dispositif HTH » : URHAJ pays de Loire et UNHAJ – 8 participant.es

Des journées thématiques socio-éducatives :

- **Journée "Hygiène et Bien-être"** avec Promotion Santé Bretagne - 9 participant.es
- **Journée "2 Tonnes"** avec l'UNHAJ - 14 participant.es
- **Journée sur l'accueil en FJT** avec l'UNHAJ - 9 participant.es

Des cafés socio-éducatifs :

- « **Les pratiques culturelles en Habitat Jeunes** » présentation du dispositif des Micro-Folies par l'URHAJ Grand Est - 19 participant.es
- Présentation des **PAEJ** coordination des PAEJ en Bretagne - 10 participant.es
- Présentation du **Planning Familial** - 8 participant.es
- **La motion d'orientation de l'UNHAJ**, intervention de l'URHAJ Hauts de France et de l'UNHAJ - 8 participant.es
- « **Le droit du travail** » présentation par la CFDT Bretagne - 9 participant.es
- Présentation de **l'ESS et du dispositif Mentorat Succ'ESS**, par la CRESS Bretagne - 6 participant.es

- Présentation du dispositif « **Corres' Santé** » programme d'éducation à la santé par les pairs, par Promotion Santé Bretagne - 9 participant.es

### Des temps d'analyse de pratiques :

3 groupes socio-éducatifs sont maintenus afin de répondre aux besoins des professionnels. 3 à 4 rencontres animés par une intervenante extérieure ont été proposées à chaque groupe en 2025. Les groupes sont complets et constitués de 10 à 13 personnes, nous avons des demandes récurrentes de professionnels souhaitant intégrer ces groupes.

### Un temps d'échange de pratiques veilleurs :

Une journée d'échange de pratiques pour les veilleurs a été programmée début d'année 2025. L'idée est pour les veilleurs d'échanger sur les situations relationnelles vécues avec les résidents, d'apporter des clefs de compréhension et de sensibiliser aux savoirs être dans la relation.

### Des temps pour les directions :

#### Des espaces thématiques :

**Une commission habitat** réunissant des directions et administrateurs a travaillé sur les « petites » résidences et finalisé un guide pour le réseau : les modèles économiques et modalités d'accompagnement du public dans ce type de résidence.

**Un groupe de travail sur les modèles socio-économiques Habitat Jeunes** : suite aux travaux menés par 6 adhérents accompagnés par Terre d'Avance (dans le cadre d'un DLA), le groupe a proposé en CA de créer un outil de collecte régional en vue d'une analyse collective des modèles socio-économiques. La définition de critères et d'indicateurs communs a été travaillée par le groupe.

Un accompagnement par a été sollicité dans le cadre d'un DLA afin de définir avec le réseau **des priorités pour les 4 années à venir** concernant les actions de l'URHAJ avec et pour les structures Habitat Jeunes bretonnes.

**Des rencontres interinstitutionnelles** dans chaque département pour échanger sur les perspectives de développement et de diversification des offres, évoquer l'accompagnement des différents publics spécifiques et les mixités et partager les préoccupations des directions.

## Des cafés directions :

Janvier : « **décohabitation des jeunes** - données bretonnes » - INSEE

Mars : « **le mal logement des jeunes** et les partenariats possible » - Fondation pour le logement des défavorisés

Juin : « **accompagner les projets de développement de l'offre** » - banque des territoires

Décembre : « **soutenir les projets innovants** du réseau HJ » - Action logement

## Les situations que vivent les jeunes, au regard de ce qu'en disent les professionnels :

Depuis la mise en place de cette note par l'URHAJ en 2021, les équipes continuent de constater des situations similaires, bien que certains changements aient pu être observés.

L'accompagnement global des jeunes vers leur émancipation est de plus en plus complexe en raison notamment de la vulnérabilité croissante des jeunes accueillis mais aussi de l'imbrication de multiples problématiques. Le plus souvent, les professionnels ciblaient leur accompagnement sur une problématique, aujourd'hui elles sont multiples et demandent un accompagnement plus global ce qui le rend plus complexe.

Selon l'INJEP, la vulnérabilité dépasse la seule dimension économique de la pauvreté pour s'intéresser à l'expérience pluridimensionnelle des difficultés (santé, logement, emploi, relations sociales, etc.). C'est bien cette expérience multifactorielle de la vulnérabilité que vivent de nombreux jeunes accueillis dans le réseau.

## **Des parcours de plus en plus marqués par l'instabilité et la précarité**

Les jeunes accueillis ces dernières années traversent des parcours souvent marqués par l'instabilité et la précarité. Si certains conservent une autonomie relative, une part importante se heurte à des difficultés multiples (santé mentale, emploi, difficultés sociales, logement), y compris parmi ceux ayant un emploi ou poursuivant des études. Pour beaucoup, le logement en résidence Habitat Jeunes n'est plus un choix mais une solution

contrainte face aux obstacles du marché locatif classique, où les revenus, la caution ou le garant représentent des freins majeurs.

Les tensions sur le marché de l'emploi et la précarisation des contrats accentuent cette instabilité : jeunes en CDD successifs, missions intérimaires ou contrats d'apprentissage qui ne garantissent pas toujours un revenu stable. Certains professionnels observent également des ruptures de parcours plus fréquentes : des jeunes qui parfois quittent rapidement un emploi jugé trop contraignant ou insuffisamment rémunéré, parfois sans anticiper les conséquences sur leur situation financière et résidentielle.

Ces situations fragilisent durablement les trajectoires et peuvent entraîner une instabilité des ressources, une augmentation des impayés, ainsi que des difficultés à se projeter. Les situations d'endettement apparaissent également plus fréquentes, parfois en lien avec des conduites addictives, notamment liées aux jeux d'argent. Dans certains cas, les jeunes se retrouvent sans solution de repli, notamment en raison de ruptures familiales ou de conflits. L'ensemble de ces éléments, qu'ils soient économiques, sociaux ou liés à certaines pratiques, tend à renforcer leur dépendance à la résidence.

## **Une augmentation des situations complexes, notamment chez les jeunes migrants**

De manière générale, les équipes observent une progression des situations dites « complexes » parmi les jeunes accueillis, entendues comme des situations où se cumulent plusieurs fragilités (économiques, sociales, professionnelles ou de santé). Cette évolution se traduit notamment par un renforcement des problématiques de santé mentale, qui peuvent se manifester par des troubles anxieux, des épisodes dépressifs, des formes de repli sur soi, ainsi que des difficultés à se maintenir dans l'emploi ou à s'inscrire durablement dans un parcours.

Dans certains cas, ces fragilités ont des répercussions concrètes sur la vie quotidienne, notamment sur l'entretien du logement, l'alimentation ou la gestion des démarches administratives. Elles viennent ainsi complexifier l'accompagnement et nécessitent une attention accrue de la part des équipes, ainsi qu'un investissement en temps plus important.

Ces situations apparaissent de manière particulièrement accentuée chez certains publics, notamment les jeunes migrants. Leurs parcours sont souvent fortement marqués par des ruptures, des violences ou l'exil. À leur arrivée, ils cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité : insécurité administrative liée aux titres de séjour et à leur renouvellement, insertion professionnelle souvent limitée à des secteurs peu attractifs, obligations financières envers leur famille restée au pays, et isolement social renforcé par la barrière linguistique et culturelle.

L'ensemble de ces éléments peut générer une pression économique, psychologique et sociale importante. Le décalage entre les attentes initiales des jeunes — logement stable, formation ou emploi valorisant, intégration sociale — et la réalité de l'accueil et de l'insertion peut ainsi engendrer frustration et désillusion.

## **Une fragilisation des dynamiques collectives**

Le collectif reste un pilier essentiel dans la vie des résidences Habitat Jeunes, mais sa mise en œuvre devient plus complexe dans ce contexte. La diversité des profils, si elle constitue une richesse, peut rendre plus difficile la création de liens solides, notamment lorsque les jeunes sont davantage dans des logiques d'isolement.

Certaines équipes observent une tendance accrue au repli sur soi, liée à la fois à des problématiques de santé mentale et à des évolutions des modes de vie (usage du numérique, isolement dans le logement). Certains jeunes participent moins aux temps collectifs et rencontrent des difficultés à aller vers les autres ou à demander de l'aide. Les interactions sociales peuvent être plus compliquées, y compris pour des actes du quotidien.

Par ailleurs, dans certaines résidences, la mixité sociale est mise à l'épreuve : certains publics plus fragiles (jeunes étrangers, jeunes issus de l'ASE, jeunes en situation de handicap) peuvent être davantage représentés, tandis que les jeunes plus autonomes peuvent se détourner du collectif. Ces évolutions peuvent fragiliser les dynamiques de groupe et rendre plus difficile la construction d'un collectif stable.

## **Un environnement institutionnel sous tension**

Les jeunes évoluent dans un contexte institutionnel complexe et contraint. La saturation des dispositifs de santé mentale limite les possibilités de prise en charge rapide, avec des délais parfois longs qui découragent certains jeunes dans leurs démarches. L'accès aux soins peut ainsi s'apparenter à un parcours du combattant.

Par ailleurs, les solutions de logement intermédiaire se raréfient, les conditions d'accès aux droits se durcissent (CAF, garanties locatives), et la réticence des propriétaires à louer à des jeunes précaires persiste. Le coût de la vie, notamment de l'alimentation, accentue également les difficultés du quotidien.

Dans ce contexte, les jeunes doivent composer avec une accumulation de contraintes administratives, financières et sociales, auxquelles s'ajoutent, pour certains, des difficultés liées à la fracture numérique (accès aux outils, maîtrise des démarches en ligne), ce qui peut renforcer le stress, l'anxiété et l'isolement. Le décalage entre les temporalités institutionnelles — souvent longues et séquencées — et les attentes, plus immédiates, des jeunes peut alors générer incompréhensions, découragements et tensions dans les parcours.

## Ce que vivent les professionnels socio-éducatifs :

### **Des accompagnements plus intensifs dans un contexte contraint**

L'évolution des publics accueillis entraîne une transformation des pratiques professionnelles. L'accompagnement devient souvent plus individualisé et renforcé face à des situations de plus en plus complexes.

Les professionnels doivent consacrer beaucoup de temps aux démarches administratives longues, aux problématiques budgétaires et aux situations d'isolement ou de fragilité psychologique. Les accompagnements s'inscrivent davantage dans la durée, avec des suivis plus réguliers cumulant plusieurs problématiques (emploi, santé, logement, ressources).

Par ailleurs, certaines équipes sont de plus en plus confrontées à des situations de santé mentale nécessitant un travail de coordination renforcé avec les partenaires médico-sociaux et hospitaliers. Ces situations peuvent être difficiles à stabiliser et demandent un investissement important.

Cette attention accrue à l'accompagnement individuel se fait souvent au détriment des actions collectives.

Dans ce contexte, certaines dimensions de l'accompagnement, notamment liées à la gestion locative, viennent renforcer les tensions dans les pratiques professionnelles. La gestion des impayés illustre particulièrement ces difficultés : les professionnels doivent à la fois accompagner les jeunes dans leurs difficultés sociales et financières, tout en assurant le recouvrement des loyers et le respect des procédures. Cette double posture peut créer des injonctions parfois vécues comme contradictoires dans l'exercice des missions et fragiliser la relation de confiance avec les jeunes.

### **Des collectifs plus difficiles à animer**

Certains professionnels constatent que la diversité des profils, bien qu'enrichissante, peut parfois complexifier la création de liens au sein du collectif. Les écarts de parcours, de situations ou de besoins peuvent rendre plus difficile l'émergence de dynamiques communes.

Dans ce contexte, la participation aux actions collectives peut apparaître plus difficile à mobiliser, avec des jeunes parfois moins présents ou davantage inscrits dans des logiques individuelles, en lien avec leurs préoccupations personnelles ou la complexité de leur situation.

Pour autant, la mixité des publics demeure une valeur centrale du projet et constitue un levier important de socialisation et d'ouverture, lorsque les conditions sont réunies. Les professionnels soulignent ainsi que le fonctionnement du collectif repose sur plusieurs éléments : la présence de jeunes moteurs capables d'impulser une dynamique de groupe, un cadre d'accompagnement structuré avec un fil conducteur, ainsi que des ressources humaines et du temps suffisants pour animer ces espaces.

À défaut, la mixité peut produire des effets plus ambivalents, en accentuant parfois les écarts et les tensions entre les jeunes. Dans ce contexte, certaines équipes développent des formats plus souples, comme des temps informels — moments conviviaux, sorties ou ateliers peu formalisés — jugés plus propices à la création de liens.

### **Une mise à l'épreuve de la mixité sociale**

Maintenir la diversité des profils constitue un enjeu majeur pour les professionnels. Les contraintes institutionnelles et l'orientation des jeunes

en difficulté vers les résidences concentrent certains publics fragiles, ce qui risque de transformer certaines structures en dispositifs spécialisés.

Certaines situations (handicap, sortie de l'ASE, troubles psychiques) nécessitent un accompagnement très spécifique, pour lequel les équipes ne disposent pas toujours d'un cadre ou de moyens adaptés, ce qui peut impacter le fonctionnement du collectif.

Les équipes doivent donc travailler à renforcer l'attractivité des résidences auprès des jeunes plus autonomes (jeunes actifs, étudiants, alternants), en lien le projet associatif et la qualité du bâti.

## **Des équipes professionnelles en adaptation permanente**

Les transformations des publics et des contextes institutionnels impactent directement les conditions de travail. Certains professionnels font face à une intensification de la charge de travail, à un recours accru à l'accompagnement individuel. Ces évolutions s'accompagnent parfois de réorganisations internes, difficiles à appréhender pour les jeunes, ainsi que d'un turn-over qui peut fragiliser la continuité de l'accompagnement et les relations de confiance.

Les équipes rencontrent également des difficultés croissantes pour orienter les jeunes vers des partenaires, notamment dans le champ de la santé mentale, en raison de délais d'attente importants ou d'un manque de solutions adaptées.

Dans ce contexte, certains professionnels développent des espaces de réflexion en interne pour interroger leurs pratiques, poser des limites à l'accompagnement individuel et adapter leurs modalités d'intervention.

Ces évolutions nécessitent une adaptation constante des pratiques et un travail collectif dans les structures soutenues pour maintenir la qualité de l'accompagnement.

## **Enjeux pour les professionnels socio-éducatifs**

Au regard de ces réalités, les professionnels identifient plusieurs enjeux structurants : adapter les modalités d'accompagnement à la complexité croissante des situations, notamment pour les jeunes migrants et les problématiques de santé mentale ; maintenir et repenser la mixité sociale ; renforcer les dynamiques collectives ; consolider les partenariats,

notamment dans le logement et la santé mentale ; soutenir les professionnels face à l'évolution de leurs missions ; développer l'attractivité des résidences auprès de publics diversifiés pour préserver un équilibre entre jeunes autonomes et jeunes en situation de fragilité.

## *Questions, préoccupations des professionnels*

- **Santé mentale :**

- *Comment amener vers le soin ?*
- *Quel diagnostic en FJT ?*
- *Comment gérer les comportements fuyants, l'isolement ?*
- *Comment accompagner ?*
- *Est-ce que le FJT est adapté ?*
- *Comment se protéger de certains comportements, troubles psychiques ?*
- *Quelles sont les limites des missions ?*

- **Gestion des impayés, fin de séjour :**

- *Quid du lien de confiance ? Comment garder la relation avec le jeune sans la modifier ?*
- *Est-ce que c'est de l'accompagnement ?*
- *Quelles procédures internes, quels droits ?*

- **Relation avec les partenaires**

- *Quid de l'orientation et de la confiance réciproque ?*
- *Quelle connaissance des rôles des professionnel.les en FJT ?*
- *Quel est le rôle du FJT ?*

- **Situations à risques**

- *Comment se protéger de risque de comportements violents ?*

- **Situations de conflit, de tension difficile à résoudre**

- *Comment rester dans le cadre du FJT ?*
- *Quelles postures d'accompagnement adopter ?*
- *Quelle est la durée de l'accompagnement, jusqu'où va-t-on ?*

Malgré ce contexte qui reste difficile, les professionnels se mobilisent et s'appuient sur les principes de l'éducation populaire dans une démarche positive et collective pour développer et valoriser les compétences psychosociales des résidents et favoriser l'émancipation des jeunes.

Toutes les propositions d'actions collectives, notamment celles créées par les jeunes pour les jeunes contribuent à renforcer les liens entre résidents et à lutter contre l'isolement.

## Les préoccupations des directions :

### **Faire vivre les mixités et le collectif**

Depuis 2022, les directions constatent que les équipes socio-éducatives peuvent être insuffisamment disponibles pour les résidents et/ou rencontrer des difficultés à faire leur travail (situations des jeunes de plus en plus complexes, lourdeur des tâches administratives et modification de la relation au travail). La précarité accrue des jeunes accueillis dans le réseau, le manque de structuration de partenariats, voire l'inexistence de ressources spécifiques dans certains territoires peut amener les professionnels à effectuer des tâches pour lesquelles ils ne sont pas assez compétents. Les directions relèvent également la multiplicité des situations complexes des jeunes avec un accompagnement individuel qui peut prendre le pas sur la dimension collective. Les directions ont besoin de requestionner avec les équipes et les administrateurs les animations qui sont proposées aux jeunes pour mieux accompagner leur mise en œuvre : leur sens, leur évolution, les publics visés ? En 2025, les directions ont partagé l'importance de valoriser les actions collectives en Habitat jeunes et se sont mobilisées pour construire une journée ouverte aux partenaires programmée en février 2026.

De nombreux professionnels n'ont plus l'envie de travailler sur des horaires tardifs et les week-ends ; ce qui peut être un frein au recrutement. De plus, les directions s'interrogent sur les profils et formations nécessaires pour mieux répondre aux besoins des jeunes.

Les directions évoquent leur crainte que le projet Habitat Jeunes glisse du logement et du cheminement vers l'émancipation vers de l'hébergement et de l'accompagnement social. Elles insistent sur la nécessité de continuer de porter l'intérêt du projet Habitat Jeunes.

Il est important de requestionner le projet éducatif Habitat jeunes au regard de ses évolutions. La valorisation de la fonction socio-éducative est nécessaire notamment dans un contexte où les équilibres budgétaires sont menacés : il faut à *minima* maintenir les effectifs pour garantir la qualité de l'accompagnement individuel et collectif.

L'importance du maintien de la mixité des publics est partagée par les directions au regard des relations partenariales avec les institutions et organisations réservataires qui cherchent des solutions pour leurs publics. Il est essentiel de continuer à travailler avec elles pour optimiser

l'accompagnement et l'accueil de ces publics dans l'intérêt de la vie collective et des parcours individuels. La réforme en cours de l'AGLS est l'occasion de questionner cette mixité et la qualité d'accompagnement avec les principaux financeurs de la fonction socio-éducative

## **Développer et maintenir la qualité du modèle FJT**

Les directions, depuis la crise sanitaire, constatent que l'accompagnement vers le logement autonome et la réponse aux besoins des jeunes est de plus en plus complexe avec notamment des rotations limitées dans le parc social et le développement des locations en airbnb. La consolidation de l'insertion sociale et professionnelle est de plus en plus longue et complexe et la durée des séjours en FJT s'allonge depuis plusieurs années.

Il y a un enjeu fort de développement et de diversification des offres de logements pour les jeunes alors que l'augmentation des coûts de construction et de réhabilitation ralentissent la création de nouveaux FJT et l'amélioration du parc existant. Le développement de nouveaux projets de FJT nécessite un soutien fort de l'ensemble des institutions et partenaires et notamment des collectivités. Les directions s'inquiètent de plus en plus de la capacité à boucler des plans d'investissement qui vont permettre à la fois de maintenir des niveaux de redevances adaptés à la situation des jeunes de plus en plus précaires et au maintien d'un fonctionnement de qualité. Cette question des investissements se pose dans un contexte où des modèles moins coûteux en fonctionnement (accompagnement très restreint) apparaissent en Bretagne (RSJA entre autres). Les directions insistent de plus en plus sur la nécessité de rappeler les enjeux du modèle FJT et son intérêt pour les jeunes et les territoires. Il est important de bien communiquer sur la spécificité des différents modèles de logement social et collectif pour les jeunes. Les directions notent à nouveau l'importance d'intégrer le financement des espaces collectifs dans les projets bâtis et pas uniquement celui des logements.

Alors que certains financements publics de la fonction socio-éducative ont été fortement réduits en 2024, les directions alertent sur la nécessité de financer le fonctionnement et notamment les postes socio-éducatifs pour éviter la « course » à l'appel à projets et garantir un accompagnement socio-éducatif adapté aux besoins des jeunes.

Les directions finalisent avec l'URHAJ leurs travaux sur les « petites résidences » qui sont les formats les plus développés aujourd'hui : la mobilisation des investissements, le coût du fonctionnement et la capacité

des petites structures à faire vivre le collectif notamment pour certains professionnels qui interviennent dans plusieurs structures.

## **Répondre aux besoins des jeunes et des territoires**

Les directions, dans un contexte politique et économique complexe, continuent de déployer d'autres formes d'habitat (dispositif HTH – Hébergement Temporaire chez l'Habitant- par exemple) pour répondre au manque de logements et diversifier les statuts d'occupation et les typologies de jeunes. Elles poursuivent le développement d'activités complémentaires au logement et ouvertes au territoire en veillant à l'intérêt pour les jeunes résidents.

Les enjeux écologiques sont de plus en plus une priorité des directions qui ont pu se former et les mobilisent aussi bien pour les nouveaux chantiers bâtis, que pour les réhabilitations. Le développement de solutions logement sans nouvelles constructions est également un enjeu fort partagé. Elles accompagnent aussi la sensibilisation des administrateurs, des équipes et des jeunes.

Faciliter les parcours résidentiels ne se limite pas au développement de nouvelles offres de logement. L'accompagnement des jeunes vers et dans le logement est une modalité d'action qui se déploie et est portée par de plus en plus de directions bretonnes. Des expériences de Service Habitat Jeunes (départemental, itinérant, co-construit, ...) se déploient dans de nouveaux territoires.

## Les perspectives 2026 pour le réseau et l'URHAJ :

### **Pour les directions :**

- Des cafés directions : outil régional modèles économiques, réforme AGLS et conventions tripartites, les apprentis en Bretagne, l'accueil des familles monoparentale, la gestion des impayés
- Des journées thématiques ressources humaines : appropriation de l'avenant 67, cohérence du projet éducatif
- Suite des travaux sur les modèles économiques Habitat Jeunes : partage de l'outillage en région et analyse collective
- Partage du guide sur les petites résidences et travaux sur les conditions de faisabilité des petites résidences
- Valoriser le collectif : journée régionale dédiée à la dimension collective en Habitat Jeunes
- Projet d'étude coopérative sur les mixités en Habitat jeunes avec les 4 CAF Bretonnes
- Début d'un travail sur la diversification dans le réseau (public, format...)

### **Pour les équipes socio-éducatives :**

- Evaluation des espaces proposés dans le réseau en 2025
- Maintien des temps d'analyse de pratiques
- Poursuivre les journées thématiques : VSS (Violences Sexistes et Sexuelles), Addictions
- Aller à la rencontre des acteurs de la santé mentale
- Poursuivre les cafés socio-éducatifs : sport et insertion UFOLEP, des produits Action Logement, pratiques prostitutionnelles Amicale du Nid

- Proposer des formations régionales : mobilité douce
- Relayer des formations nationales : UNHAJ, CPAM...
- Contribution au week-end jeunes 2026

**Pour les veilleurs :**

Une journée d'échange de pratique

**Pour les jeunes :**

- Un week-end inter régional en juin 2026
- Organisation des Apéros Quizz inter URHAJ à destination des jeunes

Et aussi une journée pour les structures qui développent HTH en Bretagne et pour les SHAJ et CLLAJ une journée d'échange de pratique et une journée inter régionale